

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

CADRE BUDGETAIRE A MOYEN TERME
DE L'ETAT
2022~2024

Allocations triennales
Deuxième version

Novembre 2021

I.1 Hypothèses macroéconomiques

Les projections budgétaires sur la période 2022-2024 reposent sur des hypothèses macroéconomiques prudentes, réalistes et réalisables. En effet, la croissance économique est projetée à 4,2% en 2022 contre 3,5% en 2021. Dans le secteur pétrolier et gazier en particulier, on observerait une contraction moins prononcée de l'activité en 2022 par rapport à 2021, avec un taux de croissance qui passerait de -3,1% à -2% entre ces deux exercices. L'inflation est projetée à 2%, l'hypothèse sur le prix mondial du baril de pétrole est 64,5 dollar US et un taux de change du dollar US à 575,5 FCFA a été utilisé.

Entre 2023 et 2024, l'activité économique resterait dynamique à un rythme moyen de 4,8%. Le secteur pétrolier connaîtrait un regain d'activité avec un taux de croissance moyen de 0,9%. L'inflation serait stable à 2% et on assisterait à une baisse du prix mondial du baril de pétrole à 60,2 dollar US en moyenne, avec un taux de change du dollar US moyen va se déprécier à 570,1 FCFA.

Tableau 01 : Hypothèses macroéconomiques clés sur la période 2021-2024

Libellés	2021	2022	2023	2024
PIB nominal (en milliards)	25 059	26 543	28 304	30 303
Taux croissance (%)	3,5	4,2	4,7	4,9
Taux croissance non pétrolier (%)	3,7	4,4	4,8	5,1
Déflateur du PIB (%)	3,1	1,6	1,4	1,4
Déflateur du PIB non pétrolier (%)	3,1	1,7	1,8	2,0
Inflation (%)	2,4	2,0	2,0	2,0
Production pétrolière (millions de barils)	25,7	25,3	26,0	25,9
Production de Gaz (milliards de scf)	72,5	69,9	69,9	69,9
Prix mondial du baril de pétrole (\$ US)	65,7	64,5	61,3	59,0
Prix mondial mètre cube de gaz (\$ US)	7,3	6,3	6,0	6,0
Taux de change \$ US/FCFA	579,8	575,5	572,2	568,0

Source : Comité de cadrage

I.2 Objectifs de politique budgétaire

La politique du Gouvernement en matière de finances publiques sur la période 2022-2024 continue de reposer sur un effort de consolidation budgétaire visant à assurer la soutenabilité budgétaire de ses opérations financières, dans l'optique d'éviter un endettement public non viable tout en garantissant la bonne mise en œuvre de la SND30 en cohérence avec les orientations du nouveau Programme Économique et Financier conclu avec le Fonds Monétaire International (FMI).

Ainsi, le déficit budgétaire global devrait se situer à 2% du PIB en 2022 contre 3,2% en 2021. A moyen terme, ce déficit devrait connaître une décrue pour s'établir à 1,5% en 2023 et 0,9% en 2024. Cette évolution du déficit contribuera à maintenir le stock de la dette publique en deçà de 45% du PIB entre 2022 et 2024. La consolidation budgétaire ainsi visé devrait résulter d'une part, d'un effort supplémentaire de mobilisation des recettes internes non pétrolières, et d'autre part, de la poursuite de la maîtrise de la croissance des dépenses publiques.

Ainsi, le taux de pression fiscale sera porté à 12,1% en 2022 contre 11,4% en 2021 pour s'établir à 12,7% en 2023 et 13,2% en 2024. S'agissant des dépenses (hors service de la dette), elles seront

ramenées à 15,2% du PIB en 2022 contre 15,6% en 2021, et seront maintenues à 15,1% en moyenne entre 2023 et 2024.

Tableau 02 : Trajectoire des finances publiques 2020-2024

Indicateurs budgétaires	Réal. 2020 (a)	LFR 2021 (b)	Est. 2021 (c)	Écart (c)-(b)	DOB 2021	PLF 2022	Proj. 2023	Proj. 2024
Solde global (% PIB, base ordo., dons compr	-3,6	-3,1	-3,2	-0,1	-2,0	-2,0	-1,5	-0,9
Solde budgétaire de référence CEMAC (% PIB)	-3,1	-3,5	-3,3	0,2	-2,3	-2,5	-1,8	-1,0
Pression fiscale (%PIB)	11,7	11,8	11,3	-0,5	12,5	12,1	12,6	13,1
Dépenses publiques (hors service de la dette %PIB)	15,5	15,6	15,6	0	15,6	15,2	15,2	15,0
Ratio de soutenabilité de la masse salariale (% des Recettes fiscale)	42,3	40,1	40,1	0	37,4	37,4	34,4	30,5
Dette publique (%PIB)*	43,7	44,0	42,5	-1,5	45,0	45,0	45,0	45,0

NB: Le niveau du stock de la dette de 2021 est à fin septembre 2021

I.3 Projections des ressources de l'Etat 2022-2024

Sur la base des hypothèses macroéconomiques et des efforts envisagés en matière de politique fiscale, ainsi que des financements potentiels (intérieurs et extérieurs) auxquels peut s'attendre l'Etat du Cameroun, les projections des ressources totales de l'Etat en 2022 sont de 5 699,7 milliards, en hausse de 98,4 milliards en valeur absolue et 1,8% en valeur relative par rapport à 2021. A moyen terme, ces ressources s'établiraient à 5 946,6 milliards entre 2023 et 2024 ; soit une augmentation de 246,9 milliards (+4,3%) par rapport à 2022.

De manière spécifique, les ressources de l'Etat se décomposent comme suit :

Les recettes pétrolières sont projetées à 562 milliards en 2022, en augmentation de 26 milliards (4,9%) par rapport à 2021. A moyen terme, ces recettes s'établiraient à 516 milliards entre 2023 et 2024, soit une diminution de 46 milliards (-8,2%), en rapport avec la baisse des cours mondiaux observés.

Les recettes non pétrolières sont prévues à 3 304,9 milliards en 2022, en augmentation de 374,7 milliards (+12,8%) par rapport à 2021. Cette hausse se justifie essentiellement par l'augmentation des recettes fiscales (345,6 milliards) en rapport avec la dynamique de l'activité économique et avec l'effort supplémentaire de mobilisation de ces recettes de 0,8% du PIB projeté en 2022. Entre 2023 et 2024, les recettes non pétrolières sont projetées à 3 632,3 milliards en moyenne, soit une hausse de 543,5 milliards (+17,6%) par rapport à 2022, en lien essentiellement avec la dynamique de l'activité et la poursuite des efforts d'optimisation de la mobilisation des recettes internes non pétrolières.

Les **dons** sont répartis en dons-projets et en dons-programmes. Ils sont projetés à 142,3 milliards en 2022, en hausse de 77,6 milliards par rapport à 2021 du fait de la reprise du mécanisme de remboursement et décaissement des fonds C2D suspendu temporairement en 2021 en rapport avec l'initiative d'allègement de la dette du G20. A moyen terme, ces dons sont projetés à 93,9 milliards entre 2023 et 2024, soit une diminution de 48,4 milliards (-34,0%) par rapport à 2022.

Le **remboursement à l'Etat des avances** dues par certaines entreprises publiques est projeté en 20 milliards en 2022 comme en 2021 (prêts rétrocédés).

Les ressources de financement de l'Etat sont constituées essentiellement des prêts projets, des émissions de titres publics et des appuis budgétaires. Ces ressources visent à compenser les besoins de financement qui résulte du déficit budgétaire ainsi que du paiement des charges de financement et de trésorerie. Pour l'exercice 2022, les ressources de financement de l'Etat se situeraient à 1 754,5

milliards y compris le tirage spécial des DTS du FMI à hauteur de 70 milliards et les appuis budgétaires de 404 milliards liés d'une part, à la mise en œuvre du nouveau programme économique et financier (PEF) avec le FMI (369 milliards), et d'autre part au soutien de la lutte contre le coronavirus (35 milliards). Ces ressources soit une diminution de 367,9 milliards (-17,3 %) par rapport à 2021. Cette baisse se justifie par le retrait en 2022 des financements exceptionnels des partenaires techniques et financiers notamment la sortie du Cameroun de l'initiative de l'allègement de la dette du G20 ainsi que la non reconduction en 2022 de l'émission des Eurobonds sur le marché international.

A moyen terme, les ressources de financement auxquels l'Etat pourrait s'attendre sont évaluées à 1 549,9 milliards entre 2023 et 2024, soit une baisse de 204,6 milliards (-11,7%) par rapport à 2022. Cet écart se justifie essentiellement par la baisse des appuis budgétaires des partenaires techniques et financiers (-244,5 milliards) et du retrait du financement spécial des DTS ainsi que du financement bancaire.

I.4 Projections des charges de l'Etat 2022-2024

Compte tenu de l'évolution des ressources présentées ci-dessus et la contrainte imposée par l'objectif de déficit projeté, les charges totales de l'Etat sont projetées à 5 699,7 milliards en 2022 y compris la dotation du fonds COVID-19 de 100 milliards et de la dotation de l'import-substitution ; soit une hausse de 98,5 milliards en valeur absolue et 1,8% en valeur relative par rapport à 2021. Entre 2023 et 2024, ces dépenses et charges se situeraient à 5 946,6 milliards, en augmentation de 266,5 milliards (+4,7%) par rapport à 2022. En particulier :

- les dépenses de personnel augmentent de 55 milliards (5,1%) en 2022 passant de 1069,8 milliards à 1124,8 milliards. Ces dépenses s'établiraient à 1 128,4 milliards à moyen terme entre 2023 et 2024 ; soit une augmentation de 3,6 milliards (0,3%) par rapport à 2022.
- les dépenses de biens et services passent de 791,9 milliards en 2021 à 867,4 milliards en 2022 y compris la dotation générale de la décentralisation des régions et de la provision pour import-substitution ; soit une augmentation de 75,5 milliards en valeur absolue et de 9,5 % en valeur relative. Cette augmentation vise notamment la constitution d'une provision pour l'organisation de la CAN 2021 ainsi que le renforcement des dépenses sécuritaires et de la provision pour import substitution sans oublier le soutien des prix des produits de première nécessité. A moyen terme, ces dépenses se situeraient à 911,9 milliards entre 2023 et 2024, en hausse de 44,5 milliards (5,1%) par rapport à 2022.
- les transferts et subventions augmentent de 24,4 milliards passant de 628,8 milliards à 653,2 milliards entre 2021 et 2022. Cette augmentation est essentiellement imputable au renforcement de la dotation dédiée au soutien du prix du carburant à la pompe qui passe de 100 milliards en 2021 à 120 milliards en 2022. A moyen terme, ces dépenses s'établiraient à 697,1 milliards entre 2023 et 2024, en augmentation de 43,9 milliards (6,7%) pour tenir notamment compte de la dynamique des pensions.
- les intérêts de la dette publique sont projetés à 239,6 milliards en 2022 contre 190,2 milliards en 2021 ; soit une hausse de 49,4 milliards (26,0%), en raison de la sortie du Cameroun de l'initiative de allègement la dette extérieure du G20.
- les dépenses d'investissement augmentent de 127 milliards (9,4%) entre 2021 et 2022 passant de 1352 à 1479 milliards. En particulier, les dépenses en capital sur ressources propres augmentent de 81 milliards pour s'établir à 664,3 milliards en 2022 contre 583,2 milliards en 2021. A moyen terme, les dépenses en capital sont projetées à 1 776,7 milliards en moyenne entre 2023 et 2024, en progression de 297,6 milliards (+20,1%) par rapport à 2022 pour accompagner la mise en œuvre efficace de la politique de développement adossée sur la SND30.

Comme déjà évoqué plus haut, une provision de 100 milliards a été programmée en 2022 au titre de la dernière tranche de la mise en œuvre de la stratégie de riposte et de soutien économique et social du Gouvernement face à la pandémie du coronavirus.

S'agissant de la provision dédiée à la mise en œuvre de l'import-substitution, elle est maintenue à 30 milliards en 2022 comme en 2021, et projetée en moyenne à 60 milliards sur la période 2023-2024.

I.5 Evolution du déficit budgétaire et analyse du financement

En mettant en relation les recettes propres de l'Etat et ses dépenses telles que projetées ci-dessus, il se dégage un déficit budgétaire global de 518,8 milliards en 2022 contre 753,9 milliards en 2021 ; soit une réduction de 237 milliards du besoin de financement de l'Etat correspondant à un ajustement de 1,1%. Au cours de la période 2023-2024, le déficit budgétaire devrait poursuivre sa tendance baissière conformément à l'objectif de consolidation de la politique budgétaire pour se situer le besoin de financement de l'Etat en moyenne à 355,7 milliards.

En plus de faire face au financement de son déficit budgétaire, le Gouvernement doit également prendre en charge d'autres charges de financement et de trésorerie notamment le service de la dette extérieure et intérieure y compris le paiement de ses arriérés, les sorties nettes de trésorerie des correspondants et le remboursement des crédits de TVA. En 2022, ces besoins sont évalués à 1 235,7 milliards contre 1 311,5 milliards en 2021 ; soit une diminution de 75,8 milliards (-5,7%) par rapport à 2021. Ce besoin s'établirait à 1 194,3 milliards en moyenne entre 2023 et 2024.

I.6 Contraintes et risques budgétaires 2021-2023

Les projections budgétaires réalisées pour l'année 2022 restent sensibles à diverses sources de risques qui pourraient remettre en cause l'équilibre budgétaire et financier établi par le projet de loi de finances. Ces risques ont trait tant aux hypothèses macroéconomiques, qu'aux recettes notamment pétrolières et aux dépenses, ainsi qu'aux financements attendus de nos partenaires.

Du point de vue macroéconomique, une faible adhésion des populations à la vaccination contre la Covid-19 pourrait empêcher la maîtrise de la pandémie et continuer de peser sur l'activité économique nationale en 2022. De même, l'absence de retombées économiques véritables de l'organisation de la CAN et la persistance des tensions sécuritaires, pourrait entraîner un ralentissement de l'activité économique en deçà du taux 4,2 % attendu en 2022.

En conséquence, on assisterait à une perte de recettes fiscales et douanières par rapport au niveau projeté en loi de finances. Egalement, tout impact limité des mesures fiscales nouvelles introduites dans le projet de loi de finances 2022 par rapport à l'effort supplémentaire de 0,8% du PIB visé pourrait constituer une source de perte des recettes attendues.

Dans le même registre, une baisse plus prononcée du cours mondial du baril de pétrole en 2022 par rapport à 2021, une dépréciation du taux de change du dollar ou une contraction plus importante de la production pétrolière et gazière dans un contexte d'épuisement des champs pétroliers, pourraient entraîner une perte des recettes pétrolières.

Les risques budgétaires résident par ailleurs dans les financements attendus. En effet, le non décaissement en totalité des appuis budgétaires attendus des partenaires dans le cadre de la mise en œuvre du nouveau programme économique et financier en cours ou concernant le soutien de la lutte contre la Covid-19 (Banque Mondiale), en raison par exemple du non-respect des critères quantitatifs

ou des repères structurels entrainerait un gap de financement dans les opérations financières de l'Etat en 2022. Il en est de même des tirages de 70 milliards au titre des DTS du FMI sur le compte dédié à la BEAC et de la mobilisation des titres publics pour lesquels il est attendu un montant de 350 milliards en 2022.

Le risque sécuritaire demeure et continue de peser également sur les dépenses de l'Etat notamment à travers les interventions directes SNH dont le volume reste encore élevé en rapport avec la persistance des tensions sécuritaires et sociopolitiques. Par ailleurs, le coût des dépenses de santé dans le cadre de la lutte contre le coronavirus pourrait, si la pandémie n'est pas maîtrisée en 2022, constituer également un risque majeur à la soutenabilité budgétaire de l'ensemble des opérations de l'Etat sur la période 2022. Aussi, toute escalade des dépenses liées à l'organisation de la CAN au-delà de la provision prévue dans le budget 2022 pourrait également aboutir au déplaçonnement des dépenses de l'Etat.

Par ailleurs, le poids important des engagements existants de l'Etat, liés notamment à l'enchevêtrement de la mise en œuvre des divers programmes de dépenses, couplés aux obligations financières traditionnelles relatives aux paiements des salaires et pensions, du service de la dette et des arriérés intérieurs, face à un espace budgétaire de plus en plus étroit, installe une forte rigidité budgétaire préjudiciable à l'équilibre des finances publiques en 2022 et à moyen terme.

De même, le maintien d'un rythme accéléré de recrutement des personnels dans la fonction publique et dans les forces l'ordre, augmente continuellement la masse salariale. Aujourd'hui cette dernière représente près de 40% des recettes internes non pétrolières.

Enfin, la dégradation de la situation financière de certaines entreprises du secteur public et parapublic, ainsi que les prêts garantis par l'Etat pour lesquels le plafond passe de 40 milliards à 240 milliards entre 2020 et 2022, pourraient nécessiter des soutiens financiers importants à partir du budget de l'Etat ; toute chose qui entrainerait une dégradation du déficit budgétaire.

Tableau A1 : TOFE Prévisionnel 2022-2024 (en milliards de FCFA)

	2021		2022		2023	2024
	LFR	Est.	Proj. DOB	Proj. Rév.	Proj.	Proj.
(En milliards de F.CFA)						
Total ressources	5 581,3	5 494,3	5 649,7	5 679,7	5 792,0	6 101,2
Recettes internes et dons	3 530,8	3 458,8	3 973,2	4 009,2	4 279,8	4 681,8
Recettes pétrolières	536,0	477,0	538,0	562,0	523,0	509,0
Recettes non pétrolières	2 930,1	2 917,1	3 293,9	3 304,9	3 665,7	4 076,1
Recettes fiscales	2 743,1	2 743,1	3 088,7	3 088,7	3 435,2	3 829,3
Impôts et taxes	1 938,4	1 938,4	2 184,8	2 184,8	2 443,0	2 736,8
Recettes douanières	804,7	804,7	903,9	903,9	992,2	1 092,6
Recettes non fiscales	187,0	174,0	205,2	216,2	230,5	246,8
Dons	64,7	64,7	141,3	142,3	91,1	96,7
Projets	30,4	30,4	32,3	33,3	35,5	38,0
Programme	34,3	34,3	109,0	109,0	55,6	58,7
Financement Brut	2 050,4	2 035,4	1 676,5	1 670,5	1 512,2	1 419,5
Prêts projet	703,4	703,4	747,5	746,5	909,2	973,5
Appui budgétaire (FMI, UE, AFD, BM, BAD)	230,0	165,0	259,0	369,0	223,0	96,0
<i>Dont FMI</i>	161,0	96,0	85,0	150,0	86,0	43,0
<i>UE</i>	16,0	16,0				
<i>AFD</i>	0,0	0,0		45,0	0,0	0,0
<i>BM</i>	53,0	53,0		106,0		
<i>BAD</i>				53,0		
<i>Autres</i>			174,0	15,0	137,0	53,0
Emission des titres (MLT)	350,0	350,0	350,0	350,0	350,0	350,0
Financement bancaire (hors titres pub)	111,0	111,0	120,0	100,0	30,0	0,0
Autres emprunts (Eurobonds en 2021)	450,0	450,0				
DTS FMI		50,0	200,0	70,0		
Financement exceptionnel	206,0	206,0		35,0		
<i>Dont FMI</i>						
<i>UE (Fonds de concours CAS-Covid)</i>						
<i>AFD (Fonds de concours CAS-Covid)</i>						
<i>BM (Fonds de concours CAS-Covid)</i>				35,0		
<i>BAD</i>						
<i>BDEAC</i>						
<i>PME (*) (Fonds de concours CAS-Covid)</i>						
<i>Allegement dette extérieure</i>	166,0	166,0				
<i>Autres financements (Fonds de concours CAS-Covid)</i>	40,0	40,0				
Dépenses totales et prêts nets	5 581,2	5 494,3	5 649,7	5 679,7	5 792,0	6 101,2
Dépenses courantes	2 430,6	2 426,9	2 541,0	2 564,4	2 595,2	2 699,7
Dépenses de personnel	1 069,8	1 069,8	1 124,8	1 124,8	1 128,0	1 128,9
Achats de biens et services	731,9	728,2	768,0	786,4	793,8	849,9
Transferts et subventions	628,8	628,8	648,2	653,2	673,3	720,9
Dépenses de capital	1 352,0	1 352,0	1 478,0	1 479,0	1 707,6	1 845,7
Dépenses s/financements exter.	733,8	733,8	779,8	779,8	944,7	1 011,5
Dépenses s/ressources propres	583,2	583,2	653,3	664,3	725,6	794,3

	2021		2022		2023	2024
	LFR	Est.	Proj. DOB	Proj. Rév.	Proj.	Proj.
<i>(En milliards de F.CFA)</i>						
Dépenses de Participation/restructuration	35,0	35,0	45,0	35,0	37,3	39,9
Prêts nets	-20,0	-20,0		-20,0		
Fonds de Financement Covid-19	200,0	120,0	70,0	100,0		
Fonds de relance production locale	30,0	30,0	30,0	50,0	60,0	60,0
Additif Décentralisation (DGD)	30,0	30,0	30,0	31,0	30,0	30,0
Service de la Dette	1 558,6	1 555,4	1 500,7	1 475,3	1 399,2	1 465,9
Service de la dette extérieure	886,0	1 001,0	702,4	677,0	761,0	778,0
Principal	704,0	764,0	528,0	520,0	595,0	605,0
<i>Dont Rachat Eurobonds 2015</i>	<i>300,0</i>	<i>357,0</i>				
Intérêts	182,0	237,0	174,4	157,0	166,0	173,0
Service de la dette intérieure	672,6	554,4	798,3	798,3	638,2	687,9
Principal	438,0	318,0	531,7	531,7	387,0	367,5
<i>Dont</i> ECMR			50,0	50,0	50,0	
<i>Correspondants</i>			30,0	30,0	50,0	50,0
<i>Accumulation dépôt BEAC/Remboursement avances statutaires</i>	150,0	0,0	58,0	58,0	58,0	58,0
<i>Réduction encours BTA</i>			0,0	0,0	0,0	0,0
Intérêts	65,2	65,2	82,6	82,6	65,7	71,9
Crédits de TVA	72,0	72,0	84,0	84,0	84,0	84,0
Reste à payer Trésor/Dette non structurée CAA	97,5	99,3	100,0	100,0	101,5	164,5
<i>Dont Restes à Payer Trésor</i>	81,0	82,8	85,0	85,0	86,5	89,5
<i>Dette non structurée CAA</i>	16,5	16,5	15,0	15,0	15,0	15,0
<i>Dette fiscale compensée/Dette flottante</i>						60,0
Capacité (+)/Besoin de financement (-)	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde primaire non pétrolier (dons compris)	-1 100	-1 029	-798	-841	-720	-547
Solde global (base ordo, dons compris)	-753,9	-797,2	-516,8	-518,8	-428,8	-282,5
Solde global (% PIB, base ordo, dons compris)	-3,1	-3,2	-2,0	-2,0	-1,5	-0,9
Solde budgétaire de référence CEMAC	-3,5	-3,3	-2,3	-2,4	-1,8	-1,0
Recettes non pétrolières nettes des remboursements des crédits de TVA	2 858,1	2 845,1	3 210	3 221	3 582	3 992
Pression fiscale	11,8%	11,4%	12,5%	12,1%	12,7%	13,2%
Soutenabilité Dép. personnel	40,1%	40,1%	37,4%	37,4%	33,7%	30,1%
PIB nominal	24 231	25 059	25 749	26 543	28 304	30 303
Taux croissance (%)	3,4	3,5	4,4	4,2	4,7	4,9
Déflateur du PIB	3,0	3,1	1,9	1,7	1,8	2,0

Tableau A2 : TOFE Prévisionnel 2022-2024 (en % du PIB)

	2019		2020				2021				2022		2023	2024
	LFI	LFR	2019 Est.	Réal.	LFR 2020	Réal.	LFI	FMI	LFR	Est.	Proj. DOB	Proj. Rév.	Proj.	Proj.
<i>(En % du PIB)</i>														
Total ressources	21,6	23,2	18,7	20,8	21,4	20,5	20,9	23,1	23,0	21,7	21,2	21,1	20,5	20,1
Recettes internes et dons	16,0	17,5	15,2	16,0	13,4	14,1	14,7	14,8	14,6	13,8	15,4	15,1	15,1	15,4
Recettes pétrolières	2,0	2,2	2,6	2,6	1,2	1,9	1,7	2,2	2,2	1,9	2,1	2,1	1,8	1,7
Recettes non pétrolières	13,7	14,8	12,7	12,8	11,7	12,1	12,6	12,4	12,1	11,6	12,8	12,5	13,0	13,5
Recettes fiscales	12,9	13,9	12,1	12,1	10,8	11,2	11,7	11,6	11,3	10,9	12,0	11,6	12,1	12,6
Impôts et taxes	9,1	9,7	8,5	8,5	7,8	8,1	8,3	8,2	8,0	7,7	8,5	8,2	8,6	9,0
Recettes douanières	3,7	4,2	3,6	3,6	2,9	3,1	3,4	3,4	3,3	3,2	3,5	3,4	3,5	3,6
Recettes non fiscales	0,8	0,9	0,6	0,7	0,9	0,8	0,9	0,8	0,8	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8
Dons	0,4	0,4	0,0	0,6	0,5	0,2	0,5	0,3	0,3	0,3	0,5	0,5	0,3	0,3
Projets	0,1	0,1	0,0	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Autres	0,2	0,3	0,0	0,4	0,3	0,1	0,3	0,1	0,1	0,1	0,4	0,4	0,2	0,2
Financement Brut	5,5	5,7	3,4	4,9	8,0	6,4	6,2	8,3	8,5	7,9	5,7	6,0	5,3	4,7
Prêts projet	2,6	3,3	3,4	3,4	3,0	2,0	3,0	2,9	2,9	2,8	2,9	2,8	3,2	3,2
Appui budgétaire (FMI, UE, AFD, BM, BAD)	1,5	1,6	0,0	1,0	1,0	0,5	1,1	1,1	0,9	0,7	1,0	1,4	0,8	0,3
Emission des titres	1,2	0,4	0,0	0,2	1,9	1,7	1,5	1,4	1,4	1,4	1,4	1,3	1,2	1,2
Financement bancaire	0,3	0,1	0,0	0,0	0,4	0,8	0,1	0,3	0,5	0,4	0,5	0,4	0,1	0,0
Autres emprunts		0,3		0,3	0,0	0,2	0,0	1,9	1,9	1,8	0,0	0,0	0,0	0,0
Financements exceptionnels	0,2	0,0		0,0	1,8	1,3	0,4	0,7	0,9	0,8	0,0	0,1	0,0	0,0
Dépenses totales	21,6	24,1	22,6	22,3	20,5	19,3	20,2	22,2	22,0	21,3	21,4	20,8	20,1	19,8
Dépenses courantes	11,0	11,3	11,6	11,4	10,2	10,9	9,8	10,2	10,0	9,7	9,9	9,7	9,2	8,9
Dépenses de personnel	4,7	4,6	4,5	4,4	4,7	4,6	4,6	4,4	4,4	4,3	4,4	4,2	4,0	3,7
Achats de biens et services	4,0	3,6	3,5	3,8	3,0	3,6	3,0	3,2	3,0	2,9	3,0	3,0	2,8	2,8
Transferts et subventions	2,3	3,2	3,6	3,2	2,4	2,7	2,3	2,6	2,6	2,5	2,5	2,5	2,4	2,4
Dépenses de capital	5,9	6,6	6,3	6,5	5,7	4,6	5,8	5,6	5,6	5,4	5,7	5,6	6,0	6,1
Dépenses s/financemt exter.	2,7	3,4	3,4	3,6	3,1	2,1	3,1	3,0	3,0	2,9	3,0	2,9	3,3	3,3
Dépenses s/ressources propres	3,0	2,9	2,7	2,7	2,5	2,4	2,5	2,4	2,4	2,3	2,5	2,5	2,6	2,6
Dépenses de Participation/restructuration	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1
Prêt nets		-0,1		0,2	0,0	0,2	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	-0,1	0,0	0,0

	2019		2020				2021				2022	2023	2024	
	LFI	LFR	2019 Est.	Réal.	LFR 2020	Réal.	LFI	FMI	LFR	Est.	Proj. DOB	Proj. Rév.	Proj.	Proj.
<i>(En % du PIB)</i>														
Financement Fonds Covid-19		0,0		0,0	0,8	0,7	0,4	0,8	0,8	0,5	0,3	0,4	0,0	0,0
Fonds de relance production locale							0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
Additif Décentralisation (DGD)							0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Service de la Dette	4,7	6,2	4,7	4,4	4,7	3,8	4,6	6,4	6,4	6,2	5,8	5,6	4,9	4,8
Service de la dette extérieure	2,0	2,4	2,2	2,2	2,2	1,6	2,5	3,9	3,7	4,0	2,7	2,6	2,7	2,6
Principal	1,4	1,7	1,5	1,4	1,5	1,0	1,7	3,0	2,9	3,0	2,1	2,0	2,1	2,0
Intérêts	0,7	0,7	0,7	0,8	0,7	0,6	0,8	0,9	0,8	0,9	0,7	0,6	0,6	0,6
Service de la dette intérieure	2,7	3,8	2,5	2,2	2,4	2,3	2,1	2,5	2,8	2,2	3,1	3,0	2,3	2,3
Principal	1,2	1,6	1,6	1,3	1,6	1,2	1,2	1,5	1,8	1,3	2,1	2,0	1,4	1,2
Intérêts	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2
Crédits de TVA	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Restes à payer/Arriérés intérieurs (y compris Remboursement dette marketteurs)	0,8	1,6	0,2	0,4	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5

Tableau A3 : Budget de fonctionnement 2022-2024 (en milliards de FCFA)

Chapitres budgétaires	2021 (Ordonnance)					2022					2023					2024				
	Slaire	ADP	Bs&Stg	B&svess	Total	Slaire	ADP	Bs&Stg	B&svess	Total	Slaire	ADP	Bs&Stg	B&svess	Total	Slaire	ADP	Bs&Stg	B&svess	Total
I. Secteurs sociaux	604,0	14,0	10,5	198,9	827,3	632,0	14,3	10,5	207,8	864,7	621,9	14,2	10,5	185,7	832,4	623,9	14,2	10,5	185,7	834,4
<i>Education</i>	<i>523,2</i>	<i>4,9</i>	<i>8,8</i>	<i>103,3</i>	<i>640,1</i>	<i>545,4</i>	<i>5,2</i>	<i>8,8</i>	<i>105,1</i>	<i>664,5</i>	<i>535,3</i>	<i>5,2</i>	<i>8,8</i>	<i>97,1</i>	<i>646,3</i>	<i>538,2</i>	<i>5,2</i>	<i>8,8</i>	<i>97,1</i>	<i>649,2</i>
15 MINEDUB	159,1	3,9	1,0	37,9	201,8	164,7	3,9	1,0	38,9	208,4	155,5	3,9	1,0	33,9	194,3	154,9	3,9	1,0	33,9	193,7
25 MINESEC	327,5	0,5	0,8	50,4	379,2	338,2	0,5	0,8	50,5	390,0	336,3	0,5	0,8	48,1	385,8	342,1	0,5	0,8	48,1	391,6
18 MINESUP	31,4	0,2	7,0	13,4	52,0	35,6	0,4	7,0	13,9	56,9	36,0	0,4	7,0	13,3	56,6	35,1	0,4	7,0	13,3	55,7
19 MINRESI	5,2	0,3	0,1	1,6	7,2	6,9	0,4	0,1	1,8	9,1	7,4	0,4	0,1	1,7	9,6	6,1	0,4	0,1	1,7	8,3
<i>Santé</i>	<i>45,1</i>	<i>6,7</i>	<i>0,6</i>	<i>61,1</i>	<i>113,5</i>	<i>47,2</i>	<i>6,7</i>	<i>0,6</i>	<i>63,4</i>	<i>117,9</i>	<i>46,0</i>	<i>6,7</i>	<i>0,6</i>	<i>52,1</i>	<i>105,4</i>	<i>44,6</i>	<i>6,7</i>	<i>0,6</i>	<i>52,1</i>	<i>104,0</i>
40 MINSANTE	45,1	6,7	0,6	61,1	113,5	47,2	6,7	0,6	63,4	117,9	46,0	6,7	0,6	52,1	105,4	44,6	6,7	0,6	52,1	104,0
<i>Dévelop Soci et Empl</i>	<i>14,3</i>	<i>1,7</i>	<i>0,7</i>	<i>15,9</i>	<i>32,6</i>	<i>15,8</i>	<i>1,7</i>	<i>0,7</i>	<i>18,8</i>	<i>37,1</i>	<i>16,7</i>	<i>1,6</i>	<i>0,7</i>	<i>17,0</i>	<i>36,1</i>	<i>15,9</i>	<i>1,6</i>	<i>0,7</i>	<i>17,0</i>	<i>35,2</i>
41 MINTSS	1,4	0,2	0,1	3,1	4,9	1,8	0,2	0,1	4,1	6,2	1,8	0,2	0,1	3,9	6,1	2,1	0,2	0,1	3,9	6,4
35 MINEFOP	7,9	0,4	0,3	4,8	13,3	8,4	0,4	0,3	6,0	15,1	8,9	0,4	0,3	4,8	14,3	7,8	0,4	0,3	4,8	13,2
42 MINAS	3,1	0,3	0,2	4,1	7,7	3,5	0,3	0,2	4,4	8,4	3,7	0,3	0,2	4,2	8,4	4,0	0,3	0,2	4,2	8,7
43 MINPROFF	1,9	0,7	0,1	3,9	6,7	2,1	0,7	0,1	4,3	7,3	2,3	0,7	0,1	4,1	7,2	2,1	0,7	0,1	4,1	7,0
<i>Cult, sports et loisirs</i>	<i>21,5</i>	<i>0,7</i>	<i>0,4</i>	<i>18,5</i>	<i>41,1</i>	<i>23,6</i>	<i>0,7</i>	<i>0,4</i>	<i>20,5</i>	<i>45,3</i>	<i>23,9</i>	<i>0,7</i>	<i>0,4</i>	<i>19,6</i>	<i>44,6</i>	<i>25,2</i>	<i>0,7</i>	<i>0,4</i>	<i>19,6</i>	<i>45,9</i>
26 MINJEC	9,4	0,1	0,2	3,8	13,5	9,7	0,1	0,2	5,3	15,4	9,9	0,1	0,2	5,1	15,3	10,1	0,1	0,2	5,1	15,5
17 MINCOM	1,1	0,1	0,1	1,6	2,9	1,5	0,1	0,1	1,8	3,5	1,7	0,1	0,1	1,7	3,7	1,4	0,1	0,1	1,7	3,3
16 MINSEP	9,9	0,2	0,1	11,1	21,3	10,6	0,2	0,1	11,1	22,0	10,8	0,2	0,1	10,6	21,7	12,1	0,2	0,1	10,6	23,0
14 MINAC	1,1	0,3	0,0	2,0	3,4	1,8	0,3	0,0	2,3	4,4	1,5	0,3	0,0	2,2	4,0	1,7	0,3	0,0	2,2	4,2
II. Prod et comme	35,8	3,2	2,0	32,9	73,9	37,5	3,2	2,0	35,5	78,3	67,6	3,2	2,0	26,8	99,6	47,8	3,2	2,0	26,8	79,8
<i>Secteur rural</i>	<i>27,0</i>	<i>1,3</i>	<i>1,4</i>	<i>22,2</i>	<i>52,0</i>	<i>27,8</i>	<i>1,3</i>	<i>1,4</i>	<i>23,6</i>	<i>54,2</i>	<i>31,4</i>	<i>1,3</i>	<i>1,4</i>	<i>15,8</i>	<i>49,9</i>	<i>29,1</i>	<i>1,3</i>	<i>1,4</i>	<i>15,8</i>	<i>47,7</i>
30 MINADER	10,2	0,5	0,7	12,2	23,6	10,5	0,5	0,7	12,4	24,1	13,5	0,4	0,7	8,2	22,8	11,3	0,4	0,7	8,2	20,6
31 MINEPIA	8,2	0,3	0,3	5,6	14,3	8,7	0,3	0,3	6,8	16,0	8,9	0,3	0,3	3,3	12,9	9,2	0,3	0,3	3,3	13,1
33 MINFOF	7,0	0,3	0,1	2,9	10,4	7,0	0,3	0,1	2,9	10,3	7,3	0,3	0,1	2,8	10,5	7,1	0,3	0,1	2,8	10,3
28 MINEPDEP	1,6	0,3	0,3	1,5	3,7	1,6	0,3	0,3	1,6	3,8	1,6	0,3	0,3	1,5	3,7	1,6	0,3	0,3	1,5	3,7
<i>Industries et services</i>	<i>8,7</i>	<i>1,8</i>	<i>0,6</i>	<i>10,7</i>	<i>21,9</i>	<i>9,7</i>	<i>1,8</i>	<i>0,6</i>	<i>11,9</i>	<i>24,1</i>	<i>36,3</i>	<i>1,8</i>	<i>0,6</i>	<i>11,0</i>	<i>49,7</i>	<i>18,7</i>	<i>1,8</i>	<i>0,6</i>	<i>11,0</i>	<i>32,1</i>
29 MINMIDT	2,2	0,4	0,1	2,8	5,5	2,4	0,4	0,1	2,9	5,9	3,1	0,4	0,1	2,8	6,4	2,5	0,4	0,1	2,8	5,8
21 MINCOMMERCE	3,6	0,8	0,1	1,8	6,3	3,8	0,8	0,1	2,0	6,7	4,4	0,8	0,1	1,9	7,3	4,3	0,8	0,1	1,9	7,1
39 MINEPEMESA	1,6	0,3	0,1	4,5	6,5	1,9	0,3	0,1	5,3	7,6	27,0	0,3	0,1	4,7	32,1	10,0	0,3	0,1	4,7	15,2

Chapitres budgétaires	2021 (Ordonnance)					2022					2023					2024					
	Slaire	ADP	Bs&Stg	B&svess	Total	Slaire	ADP	Bs&Stg	B&svess	Total	Slaire	ADP	Bs&Stg	B&svess	Total	Slaire	ADP	Bs&Stg	B&svess	Total	
23	MINTOURL	1,4	0,3	0,2	1,7	3,6	1,6	0,3	0,2	1,7	3,8	1,7	0,3	0,2	1,6	3,9	1,9	0,3	0,2	1,6	4,0
	III. Infrastr Product	17,7	2,7	1,3	81,0	102,6	19,2	2,7	1,3	80,7	103,8	21,7	2,6	1,3	77,0	102,6	20,2	2,6	1,3	77,0	101,1
45	MINPOSTEL	3,1	0,5	0,1	1,3	4,9	3,3	0,5	0,1	1,3	5,2	3,8	0,5	0,1	1,2	5,6	3,3	0,5	0,1	1,2	5,1
36	MINTP	4,6	0,6	0,3	53,0	58,5	4,7	0,6	0,3	53,0	58,6	4,9	0,6	0,3	50,6	56,4	4,9	0,6	0,3	50,6	56,3
46	MINT	2,1	0,1	0,1	2,6	4,9	2,5	0,1	0,1	2,8	5,5	3,1	0,1	0,1	2,7	6,0	3,2	0,1	0,1	2,7	6,0
32	MINEE	2,2	0,5	0,2	2,2	5,1	2,5	0,5	0,2	2,2	5,4	3,0	0,5	0,2	2,1	5,8	2,6	0,5	0,2	2,1	5,4
37	MINDUH	1,9	0,6	0,5	9,9	12,8	2,1	0,6	0,5	8,9	12,0	2,6	0,6	0,5	8,5	12,1	2,2	0,6	0,5	8,5	11,7
38	MINDCAF	3,8	0,4	0,2	12,0	16,3	4,0	0,4	0,2	12,5	17,0	4,3	0,4	0,2	11,9	16,7	4,1	0,4	0,2	11,9	16,6
	IV. Adm gén et fin	57,0	20,1	2,6	47,2	126,9	60,6	20,1	2,6	55,0	138,3	59,6	20,0	2,6	44,6	126,9	60,6	20,0	2,6	44,6	127,8
20	MINFI	23,9	9,1	1,0	16,8	50,8	25,8	9,1	1,0	19,4	55,4	25,8	9,1	1,0	16,9	52,9	26,0	9,1	1,0	16,9	53,1
22	MINEPAT	4,3	0,8	0,7	11,1	16,8	4,6	0,8	0,7	13,6	19,7	4,4	0,7	0,7	6,8	12,7	4,2	0,7	0,7	6,8	12,5
10	MINMAP	3,9	4,5	0,1	4,9	13,4	3,7	4,5	0,1	4,9	13,2	3,6	4,5	0,1	4,7	12,9	3,6	4,5	0,1	4,7	12,9
7	MINATD	18,0	4,8	0,2	9,2	32,1	19,6	4,8	0,2	10,4	35,0	18,2	4,7	0,2	10,0	33,1	18,8	4,7	0,2	10,0	33,7
50	MINFORPRA	6,0	0,7	0,1	2,5	9,3	5,4	0,7	0,1	3,0	9,3	5,7	0,7	0,1	2,8	9,4	6,2	0,7	0,1	2,8	9,9
	MINDDEVL	1,0	0,3	0,4	2,8	4,4	1,5	0,3	0,4	3,6	5,8	1,8	0,3	0,4	3,4	5,9	1,6	0,3	0,4	3,4	5,7
	V. Défense et Sécu	252,3	6,0	1,7	64,1	324,1	264,7	6,0	1,7	67,1	339,5	268,7	6,0	1,7	64,0	340,3	268,0	6,0	1,7	64,0	339,6
13	MINDEF	181,4	5,7	1,4	51,3	239,9	191,4	5,7	1,4	54,3	252,8	195,6	5,7	1,4	51,8	254,6	192,9	5,7	1,4	51,8	251,8
12	DGSN	70,9	0,3	0,3	12,7	84,2	73,4	0,3	0,3	12,7	86,6	73,0	0,3	0,3	12,1	85,7	75,1	0,3	0,3	12,1	87,8
	VI. Souv et Gouver	42,5	12,7	7,0	130,8	193,0	50,5	13,2	6,4	138,5	208,6	48,4	13,2	6,4	132,1	200,1	48,4	13,2	6,4	132,1	200,1
	Souveraineté	12,4	9,2	3,2	56,4	81,1	17,2	9,2	3,2	60,4	89,9	15,9	9,1	3,2	57,6	85,8	16,1	9,1	3,2	57,6	86,0
1	PR	1,8	3,2	0,2	29,4	34,6	3,2	3,2	0,2	31,2	37,8	2,9	3,2	0,2	29,8	36,0	3,0	3,2	0,2	29,8	36,1
2	SRPR	0,0	0,7	0,1	4,2	5,0	0,1	0,7	0,1	4,7	5,6	0,1	0,7	0,1	4,5	5,3	0,1	0,7	0,1	4,5	5,3
4	PM	1,3	1,2	0,2	10,0	12,7	1,3	1,2	0,2	11,0	13,7	1,2	1,2	0,2	10,5	13,1	1,2	1,2	0,2	10,5	13,1
5	CES	0,0	0,3	0,0	0,7	1,1	0,0	0,3	0,0	0,7	1,1	0,0	0,3	0,0	0,7	1,1	0,0	0,3	0,0	0,7	1,1
6	MINREX	9,3	3,8	2,7	12,0	27,7	12,6	3,8	2,7	12,7	31,8	11,8	3,8	2,7	12,1	30,3	11,8	3,8	2,7	12,1	30,4
	Gouvernance	30,1	3,5	3,8	74,4	111,9	33,3	4,1	3,3	78,1	118,7	32,5	4,1	3,3	74,5	114,3	32,3	4,1	3,3	74,5	114,1
8	JUSTICE	28,8	0,2	0,2	26,9	56,0	31,9	0,2	0,2	27,2	59,5	31,2	0,2	0,2	25,9	57,5	31,1	0,2	0,2	25,9	57,4
9	COUR SUPREME	0,3	0,3	0,1	2,2	2,9	0,2	0,3	0,1	2,4	3,1	0,2	0,3	0,1	2,3	3,0	0,2	0,3	0,1	2,3	3,0
51	ELECAM	0,0	0,0	0,0	10,6	10,6	0,0	0,0	0,0	11,6	11,6	0,0	0,0	0,0	11,0	11,0	0,0	0,0	0,0	11,0	11,0
11	CONSUPE	1,1	0,4	0,1	2,2	3,8	1,1	0,4	0,1	2,4	4,1	1,0	0,4	0,1	2,3	3,8	1,0	0,4	0,1	2,3	3,8

Chapitres budgétaires	2021 (Ordonnance)					2022					2023					2024					
	Slair	ADP	Bs&Stg	B&sv	Total	Slair	ADP	Bs&Stg	B&sv	Total	Slair	ADP	Bs&Stg	B&sv	Total	Slair	ADP	Bs&Stg	B&sv	Total	
52	CNDHL	0,0	0,5	0,0	0,4	1,0	0,0	0,5	0,0	1,9	2,5	0,0	0,5	0,0	1,9	2,4	0,0	0,5	0,0	1,9	2,4
3	AN	0,0	0,0	0,0	18,0	18,0	0,0	0,0	0,0	18,5	18,5	0,0	0,0	0,0	17,6	17,6	0,0	0,0	0,0	17,6	17,6
53	SENAT	0,0	0,1	2,6	9,3	12,0	0,0	0,1	2,6	9,3	12,0	0,0	0,1	2,6	8,8	11,5	0,0	0,1	2,6	8,8	11,5
	CONSEIL CONSTIT	0,0	1,1	0,0	2,1	3,3	0,0	1,1	0,0	2,1	3,3	0,0	1,1	0,0	2,0	3,2	0,0	1,1	0,0	2,0	3,2
	CNPBM	0,0	1,0	0,2	1,2	2,3	0,0	1,0	0,2	1,2	2,3	0,0	0,9	0,2	1,2	2,3	0,0	0,9	0,2	1,2	2,3
	CNDDR	0,0			1,4	1,4	0,0	0,5	0,0	1,4	2,0	0,0	0,5	0,0	1,4	1,9	0,0	0,5	0,0	1,4	1,9
	Total Ministères	1009,3	58,7	25,0	554,8	1647,8	1064,6	59,6	24,5	584,6	1733,2	1088,0	59,2	24,5	530,1	1701,9	1068,9	59,2	24,5	530,1	1682,7
	CHAP COMMUNS	-	-	-	0,0	842,7	-	-	-	2,0	912,2	-	-	-	25,0	1003,3	-	-	-	25,0	1106,9
55	Pensions	-	-	-	-	240,0	-	-	-	-	244,2	-	-	-	-	250,7	-	-	-	-	258,2
60	Subven et contr	-	-	-	-	242,3	-	-	-	-	265,5	-	-	-	-	246,1	-	-	-	-	256,1
65	Dépen Com (y compris Marge)	-	-	-	-	358,5	-	-	-	-	400,5	-	-	-	-	479,5	-	-	-	-	565,6
	Reports				2,0	2,0				2,0	2,0				2,0	2,0				2,0	2,0
	C2D	-	-	-	0,0	0,0	-	-	-	0,0	0,0	-	-	-	25,0	25,0	-	-	-	25,0	25,0
	TOTAL DEPENSES	1009,3	58,7	25,0	554,8	2490,6	1064,6	59,6	24,5	586,6	2645,4	1088,0	59,2	24,5	555,1	2705,2	1068,9	59,2	24,5	555,1	2789,7

Tableau A4 : Budget d'investissement public 2022-2024 (en milliards de FCFA)

Chapitres budgétaires		2021 (Ordonnance)						2022						2023				2024			
		FINEX	PLANUT	CAN	RIO	C2D	BIP	FINEX	PLANUT	CAN	RIO	C2D	BIP	FINEX	RIO	C2D	BIP	FINEX	RIO	C2D	BIP
	I. Secteurs sociaux	91,5	0,0	6,0	66,2	6,8	170,5	82,1	0,0	0,0	77,1	9,6	168,8	99,4	95,5	3,1	198,0	72,3	109,5	3,2	185,0
	<i>Education</i>	<i>17,3</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>23,2</i>	<i>5,3</i>	<i>45,8</i>	<i>20,6</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>26,4</i>	<i>7,7</i>	<i>54,6</i>	<i>24,9</i>	<i>30,5</i>	<i>1,8</i>	<i>57,3</i>	<i>21,5</i>	<i>38,9</i>	<i>1,9</i>	<i>62,3</i>
15	MINEDUB	14,6	0,0	0,0	11,1	5,3	31,0	16,6	0,0	0,0	11,3	7,7	35,6	20,1	12,2	1,2	33,5	12,5	15,4	1,3	29,2
25	MINESEC	2,5	0,0	0,0	5,3	0,0	7,8	4,0	0,0	0,0	6,3	0,0	10,3	4,8	6,4	0,0	11,2	7,0	8,6	0,0	15,6
18	MINESUP	0,0	0,0	0,0	5,5	0,0	5,5	0,0	0,0	0,0	7,0	0,0	7,0	0,0	8,8	0,6	9,4	0,0	9,5	0,6	10,2
19	MINRESI	0,2	0,0	0,0	1,3	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	1,8	0,0	1,8	0,0	3,2	0,0	3,2	2,0	5,4	0,0	7,4
	<i>Santé</i>	<i>55,7</i>	<i>0,0</i>	<i>1,0</i>	<i>26,0</i>	<i>0,9</i>	<i>83,6</i>	<i>57,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>31,6</i>	<i>0,7</i>	<i>89,3</i>	<i>69,1</i>	<i>41,6</i>	<i>0,9</i>	<i>111,6</i>	<i>46,0</i>	<i>43,0</i>	<i>1,0</i>	<i>90,0</i>
40	MINSANTE	55,7	0,0	1,0	26,0	0,9	83,6	57,0	0,0	0,0	31,6	0,7	89,3	69,1	41,6	0,9	111,6	46,0	43,0	1,0	90,0
	<i>Développement Social et Emploi</i>	<i>3,3</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>6,7</i>	<i>0,3</i>	<i>10,3</i>	<i>4,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>7,9</i>	<i>1,1</i>	<i>13,0</i>	<i>4,8</i>	<i>12,0</i>	<i>0,3</i>	<i>17,1</i>	<i>4,3</i>	<i>11,9</i>	<i>0,3</i>	<i>16,6</i>
41	MINTSS	0,0	0,0	0,0	0,6	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	0,6	0,0	0,6	0,0	1,0	0,0	1,0	0,0	0,8	0,0	0,8
35	MINEFOP	3,0	0,0	0,0	2,4	0,3	5,7	2,0	0,0	0,0	3,2	1,1	6,3	2,4	4,5	0,3	7,2	4,3	4,4	0,3	9,0
42	MINAS	0,3	0,0	0,0	2,6	0,0	2,9	2,0	0,0	0,0	2,9	0,0	4,9	2,4	4,6	0,0	7,0	0,0	4,6	0,0	4,6
43	MINPROFF	0,0	0,0	0,0	1,2	0,0	1,2	0,0	0,0	0,0	1,2	0,0	1,2	0,0	1,9	0,0	1,9	0,0	2,2	0,0	2,2
	<i>Culture, sports et loi</i>	<i>15,2</i>	<i>0,0</i>	<i>5,0</i>	<i>10,3</i>	<i>0,3</i>	<i>30,8</i>	<i>0,5</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>11,3</i>	<i>0,0</i>	<i>11,8</i>	<i>0,6</i>	<i>11,4</i>	<i>0,0</i>	<i>12,0</i>	<i>0,5</i>	<i>15,6</i>	<i>0,0</i>	<i>16,1</i>
26	MINJEC	0,2	0,0	0,0	6,5	0,0	6,7	0,5	0,0	0,0	7,9	0,0	8,4	0,6	6,8	0,0	7,4	0,5	10,7	0,0	11,2
17	MINCOM	0,0	0,0	1,0	0,7	0,0	1,7	0,0	0,0	0,0	0,8	0,0	0,8	0,0	1,0	0,0	1,0	0,0	1,1	0,0	1,1
16	MINSEP	15,0	0,0	4,0	2,0	0,0	21,0	0,0	0,0	0,0	1,4	0,0	1,4	0,0	1,8	0,0	1,8	0,0	1,9	0,0	1,9
14	MINAC	0,0	0,0	0,0	1,0	0,3	1,3	0,0	0,0	0,0	1,2	0,0	1,2	0,0	1,8	0,0	1,8	0,0	1,9	0,0	1,9
	II. Produc et comm	66,3	1,0	3,0	37,9	4,6	112,8	67,9	0,0	0,0	41,7	3,2	112,8	82,3	62,8	8,2	153,2	100,1	56,8	9,2	166,1
	<i>Secteur rural</i>	<i>63,5</i>	<i>1,0</i>	<i>0,0</i>	<i>30,5</i>	<i>3,9</i>	<i>98,8</i>	<i>67,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>33,5</i>	<i>2,6</i>	<i>103,1</i>	<i>81,2</i>	<i>46,5</i>	<i>7,9</i>	<i>135,5</i>	<i>97,1</i>	<i>45,6</i>	<i>8,9</i>	<i>151,6</i>
30	MINADER	40,0	1,0	0,0	19,6	2,7	63,3	42,0	0,0	0,0	21,0	1,6	64,6	50,9	29,8	4,6	85,3	37,0	28,6	4,8	70,4
31	MINEPIA	20,0	0,0	0,0	6,1	1,1	27,2	21,0	0,0	0,0	7,6	1,0	29,5	25,4	10,5	3,3	39,2	52,0	10,3	4,1	66,4
33	MINFOF	2,0	0,0	0,0	3,6	0,0	5,6	2,5	0,0	0,0	3,7	0,0	6,2	3,0	4,6	0,0	7,6	5,7	5,0	0,0	10,7
28	MINEPDEP	1,5	0,0	0,0	1,2	0,0	2,7	1,5	0,0	0,0	1,3	0,0	2,8	1,8	1,6	0,0	3,4	2,4	1,8	0,0	4,2
	<i>Industries et servic</i>	<i>2,8</i>	<i>0,0</i>	<i>3,0</i>	<i>7,4</i>	<i>0,7</i>	<i>14,0</i>	<i>0,9</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>8,2</i>	<i>0,6</i>	<i>9,7</i>	<i>1,1</i>	<i>16,3</i>	<i>0,3</i>	<i>17,7</i>	<i>3,0</i>	<i>11,2</i>	<i>0,3</i>	<i>14,5</i>
29	MINMIDT	2,8	0,0	0,0	1,2	0,0	4,0	0,9	0,0	0,0	1,1	0,0	2,0	1,1	5,8	0,0	6,9	3,0	1,4	0,0	4,4
21	MINCOMMERCE	0,0	0,0	0,0	1,2	0,0	1,2	0,0	0,0	0,0	1,2	0,0	1,2	0,0	2,0	0,0	2,0	0,0	1,7	0,0	1,7

Chapitres budgétaires		2021 (Ordonnance)						2022						2023				2024			
		FINEX	PLANUT	CAN	RIO	C2D	BIP	FINEX	PLANUT	CAN	RIO	C2D	BIP	FINEX	RIO	C2D	BIP	FINEX	RIO	C2D	BIP
39	MINEPEMESA	0,0	0,0	0,0	2,8	0,7	3,5	0,0	0,0	0,0	2,8	0,6	3,4	0,0	4,5	0,3	4,8	0,0	3,8	0,3	4,1
23	MINTOURL	0,0	0,0	3,0	2,3	0,0	5,3	0,0	0,0	0,0	3,2	0,0	3,2	0,0	4,0	0,0	4,0	0,0	4,3	0,0	4,3
	III. Infrastruc Produ	545,3	49,5	35,0	167,0	0,0	796,8	600,0	64,0	10,0	219,7	13,3	907,0	726,9	279,9	1,4	1008,3	507,0	301,2	1,5	809,7
45	MINPOSTEL	12,0	0,0	1,0	3,6	0,0	16,6	7,0	0,0	0,0	4,0	0,0	11,0	8,5	5,0	0,0	13,5	0,0	6,4	0,0	6,4
36	MINTP	262,3	45,0	0,0	99,0	0,0	406,3	293,0	60,0	0,0	115,4	0,0	468,4	355,0	145,7	0,0	500,7	207,0	157,2	0,0	364,2
46	MINT	37,0	0,0	0,0	2,0	0,0	39,0	60,0	0,0	0,0	17,0	0,0	77,0	72,7	24,3	0,0	97,0	105,0	23,2	0,0	128,2
32	MINEE	185,0	1,0	0,0	35,0	0,0	221,0	190,0	1,0	0,0	50,6	0,0	241,6	230,2	61,4	0,0	291,6	163,0	68,8	0,0	231,8
37	MINDUH	48,0	3,5	34,0	26,6	0,0	112,1	49,0	3,0	10,0	31,7	13,3	107,0	59,4	41,7	1,4	102,6	32,0	43,2	1,5	76,7
38	MINDCAF	1,0	0,0	0,0	0,8	0,0	1,8	1,0	0,0	0,0	1,0	0,0	2,0	1,2	1,8	0,0	3,0	0,0	2,4	0,0	2,4
	IV. Adm gén et fin	27,7	5,0	0,0	58,4	0,9	91,9	24,8	5,0	0,0	71,8	0,8	102,4	30,1	81,0	12,3	123,3	32,0	98,7	7,0	137,7
20	MINFI	2,7	0,0	0,0	4,3	0,1	7,1	0,7	0,0	0,0	6,5	0,0	7,2	0,8	8,1	2,6	11,6	3,0	8,9	2,7	14,6
22	MINEPAT	20,0	5,0	0,0	9,4	0,0	34,4	21,6	5,0	0,0	13,5	0,0	40,1	26,2	19,9	3,8	49,9	23,0	18,4	3,3	44,7
10	MINMAP	0,0	0,0	0,0	1,1	0,0	1,1	0,0	0,0	0,0	1,1	0,0	1,1	0,0	1,4	0,0	1,4	0,0	1,5	0,0	1,5
7	MINAT	0,0	0,0	0,0	2,7	0,0	2,7	0,0	0,0	0,0	3,0	0,0	3,0	0,0	3,7	0,0	3,7	0,0	4,0	0,0	4,0
50	MINFORPRA	0,0	0,0	0,0	2,0	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	4,7	0,0	4,7	0,0	5,8	0,0	5,8	0,0	6,3	0,0	6,3
	MINDDEVL	5,0	0,0	0,0	38,9	0,8	44,7	2,5	0,0	0,0	43,1	0,8	46,4	3,0	42,0	5,9	50,9	6,0	59,6	1,0	66,6
	V. Défense et Sécu	0,0	1,8	0,0	7,2	0,0	9,0	0,0	0,0	0,0	9,5	0,0	9,5	0,0	14,9	0,0	14,9	3,3	12,9	0,0	16,2
13	MINDEF	0,0	0,0	0,0	6,0	0,0	6,0	0,0	0,0	0,0	7,0	0,0	7,0	0,0	11,8	0,0	11,8	0,6	9,5	0,0	10,1
12	DGSN	0,0	1,8	0,0	1,2	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	2,5	0,0	2,5	0,0	3,1	0,0	3,1	2,7	3,4	0,0	6,1
	VI. Souve et Gouv	3,0	0,0	0,0	32,9	0,0	35,9	5,0	0,0	0,0	38,2	0,0	43,2	6,1	46,4	0,0	52,5	20,0	49,5	0,0	69,5
	Souveraineté	0,0	0,0	0,0	15,5	0,0	15,5	0,0	0,0	0,0	17,7	0,0	17,7	0,0	21,2	0,0	21,2	0,0	22,6	0,0	22,6
1	PR	0,0	0,0	0,0	6,0	0,0	6,0	0,0	0,0	0,0	7,5	0,0	7,5	0,0	8,4	0,0	8,4	0,0	9,2	0,0	9,2
2	SRPR	0,0	0,0	0,0	0,9	0,0	0,9	0,0	0,0	0,0	1,1	0,0	1,1	0,0	1,4	0,0	1,4	0,0	1,5	0,0	1,5
4	PM	0,0	0,0	0,0	5,0	0,0	5,0	0,0	0,0	0,0	5,5	0,0	5,5	0,0	6,9	0,0	6,9	0,0	7,0	0,0	7,0
5	CES	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0	0,6	0,0	0,6	0,0	0,7	0,0	0,7
6	MINREX	0,0	0,0	0,0	3,1	0,0	3,1	0,0	0,0	0,0	3,1	0,0	3,1	0,0	3,9	0,0	3,9	0,0	4,2	0,0	4,2
	Gouvernance	3,0	0,0	0,0	17,4	0,0	20,4	5,0	0,0	0,0	20,5	0,0	25,5	6,1	25,2	0,0	31,3	20,0	26,9	0,0	46,9
8	JUSTICE	0,0	0,0	0,0	4,5	0,0	4,5	0,0	0,0	0,0	5,5	0,0	5,5	0,0	6,9	0,0	6,9	0,0	6,5	0,0	6,5
9	COUR SUPREME	0,0	0,0	0,0	1,2	0,0	1,2	0,0	0,0	0,0	1,5	0,0	1,5	0,0	1,9	0,0	1,9	0,0	2,0	0,0	2,0

Chapitres budgétaires		2021 (Ordonnance)						2022						2023				2024			
		FINEX	PLANUT	CAN	RIO	C2D	BIP	FINEX	PLANUT	CAN	RIO	C2D	BIP	FINEX	RIO	C2D	BIP	FINEX	RIO	C2D	BIP
51	ELECAM	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,6	0,0	0,6	0,0	0,8	0,0	0,8	0,0	0,8	0,0	0,8
11	CONSUPE	0,0	0,0	0,0	1,4	0,0	1,4	0,0	0,0	0,0	1,7	0,0	1,7	0,0	2,1	0,0	2,1	0,0	2,2	0,0	2,2
52	CNDHL	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,8	0,0	0,8	0,0	0,9	0,0	0,9	0,0	1,0	0,0	1,0
3	AN	3,0	0,0	0,0	3,7	0,0	6,7	5,0	0,0	0,0	4,7	0,0	9,7	6,1	5,9	0,0	12,0	20,0	6,4	0,0	26,4
53	SENAT	0,0	0,0	0,0	3,2	0,0	3,2	0,0	0,0	0,0	3,2	0,0	3,2	0,0	4,0	0,0	4,0	0,0	4,4	0,0	4,4
54	CNPBM	0,0	0,0	0,0	0,6	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	0,6	0,0	0,6	0,0	0,8	0,0	0,8	0,0	0,8	0,0	0,8
19	CONSEIL CONSTITUTION	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0	0,6	0,0	0,6	0,0	0,7	0,0	0,7
	CNDDR				1,5		1,5				1,5		1,5	0,0	1,4		1,4		2,0		2,0
	Total Ministères	733,8	57,3	44,0	369,5	12,4	1216,9	779,8	69,0	10,0	457,9	26,9	1343,6	944,7	580,5	25,0	1550,3	734,7	628,6	21,0	1384,3
	CHAPITRES COMMUNS	-	-	-	135,1	-	135,1	-	-	-	135,4	-	135,4	-	157,4	-	157,4	276,8	184,6	-	461,4
95	REPORTS	-	-	-	5,0	-	5,0	-	-	-	5,0	-	5,0	-	5,0	-	5,0	-	5,0	-	5,0
93	RESTRUCTU&REHA BILITAT	-	-	-	15,0	-	15,0	-	-	-	10,0	-	10,0	-	10,0	-	10,0	-	10,0	-	10,0
94	INTERVENTIONS INVEST	-	-	-	95,1	-	95,1	-	-	-	95,4	-	95,4	-	90,1	-	90,1	-	90,0	-	90,0
92	PARTICIPATION	-	-	-	20,0	-	20,0	-	-	-	25,0	-	25,0	-	27,3	-	27,3	-	29,9	-	29,9
	ESPACE BUDGETAIRE	-	-	-	0,0	-	0,0	-	-	-	0,0	-	0,0	-	25,0	-	25,0	276,8	49,7	-	326,5
	TOTAL BIP	733,8	57,3	44,0	504,5	12,4	1352,0	779,8	69,0	10,0	593,3	26,9	1479,0	944,7	737,9	25,0	1707,6	1011,5	813,2	21,0	1845,7

Tableau A5 : Budget global 2022-2024 (en milliards de FCFA)

Chapitres budgétaires		LF (Ord_2021)			2022			2023			2024		
		Fonc	Invest	Total	Fonc	Invest	Total	Fonc	Invest	Total	Fonc	Invest	Total
	I. Secteurs sociaux	827,35	170,51	997,86	864,70	168,78	1033,48	832,36	198,05	1030,40	834,38	184,98	1019,36
	<i>Education</i>	640,13	45,80	685,93	664,46	54,65	719,11	646,32	57,31	703,63	649,24	62,31	711,55
15	MINEDUB	201,77	30,98	232,74	208,44	35,60	244,04	194,32	33,48	227,80	193,67	29,17	222,85
25	MINESEC	379,16	7,80	386,95	389,97	10,30	400,27	385,81	11,25	397,05	391,56	15,58	407,14
18	MINESUP	52,05	5,50	57,55	56,93	7,00	63,93	56,63	9,39	66,02	55,71	10,18	65,89
19	MINRESI	7,16	1,53	8,69	9,13	1,75	10,88	9,57	3,19	12,77	8,29	7,38	15,67
	<i>Santé</i>	113,48	83,64	197,12	117,92	89,32	207,24	105,37	111,60	216,96	104,00	90,00	194,00
40	MINSANTE	113,48	83,64	197,12	117,92	89,32	207,24	105,37	111,60	216,96	104,00	90,00	194,00
	<i>Dévelt Social et Emploi</i>	32,59	10,31	42,91	37,05	13,03	50,08	36,06	17,13	53,19	35,22	16,55	51,78
41	MINTSS	4,89	0,60	5,49	6,24	0,60	6,84	6,11	0,95	7,06	6,37	0,82	7,19
35	MINEFOP	13,35	5,67	19,01	15,10	6,35	21,45	14,34	7,24	21,58	13,18	8,98	22,16
42	MINAS	7,69	2,86	10,55	8,44	4,86	13,30	8,41	7,01	15,42	8,69	4,59	13,28
43	MINPROFF	6,67	1,18	7,85	7,27	1,22	8,49	7,21	1,93	9,14	6,99	2,16	9,15
	<i>Culture, sports et loisirs</i>	41,14	30,76	71,90	45,26	11,79	57,05	44,61	12,01	56,62	45,92	16,12	62,04
26	MINJEC	13,49	6,74	20,23	15,35	8,35	23,70	15,28	7,45	22,73	15,45	11,19	26,64
17	MINCOM	2,92	1,70	4,62	3,55	0,80	4,35	3,66	1,00	4,66	3,29	1,09	4,37
16	MINSEP	21,32	20,99	42,32	21,98	1,40	23,38	21,71	1,76	23,47	23,02	1,91	24,93
14	MINAC	3,40	1,32	4,73	4,39	1,24	5,62	3,95	1,80	5,76	4,16	1,93	6,09
	II. Produc et commer	73,90	112,82	186,72	78,28	112,79	191,07	99,62	153,24	252,86	79,79	166,13	245,92
	<i>Secteur rural</i>	51,99	98,83	150,83	54,20	103,05	157,25	49,91	135,55	185,46	47,68	151,63	199,31
30	MINADER	23,62	63,34	86,96	24,07	64,57	88,64	22,82	85,29	108,11	20,57	70,40	90,97
31	MINEPIA	14,32	27,22	41,53	16,02	29,51	45,53	12,86	39,18	52,04	13,11	66,36	79,47
33	MINFOF	10,39	5,55	15,95	10,33	6,18	16,51	10,50	7,64	18,14	10,34	10,71	21,05
28	MINEPDEP	3,66	2,73	6,39	3,78	2,79	6,57	3,73	3,43	7,17	3,65	4,16	7,81
	<i>Industries et services</i>	21,90	13,99	35,89	24,08	9,74	33,82	49,71	17,69	67,40	32,11	14,50	46,61
29	MINMIDT	5,52	3,97	9,50	5,90	1,95	7,85	6,41	6,91	13,32	5,81	4,43	10,24
21	MINCOMMERCE	6,30	1,20	7,50	6,73	1,23	7,96	7,26	2,04	9,30	7,11	1,68	8,78
39	MINEPEMESA	6,48	3,52	10,00	7,64	3,40	11,03	32,15	4,78	36,93	15,15	4,09	19,25

Chapitres budgétaires		LF (Ord_2021)			2022			2023			2024		
		Fonc	Invest	Total	Fonc	Invest	Total	Fonc	Invest	Total	Fonc	Invest	Total
23	MINTOURL	3,60	5,30	8,90	3,82	3,16	6,98	3,89	3,96	7,85	4,05	4,30	8,35
	III. Infrastr Productiv	102,61	796,76	899,37	103,80	906,97	1010,77	102,61	1008,29	1110,90	101,10	809,67	910,77
45	MINPOSTEL	4,95	16,55	21,50	5,16	11,00	16,16	5,58	13,50	19,07	5,11	6,45	11,56
36	MINTP	58,54	406,30	464,84	58,64	468,43	527,07	56,41	500,70	557,11	56,34	364,19	420,53
46	MINT	4,94	39,00	43,94	5,55	77,00	82,55	6,00	97,01	103,01	6,04	128,15	134,19
32	MINEE	5,07	221,01	226,08	5,41	241,55	246,96	5,81	291,57	297,38	5,37	231,84	237,21
37	MINDUH	12,77	112,08	124,84	12,00	106,99	118,99	12,09	102,55	114,64	11,67	76,68	88,35
38	MINDCAF	16,34	1,82	18,16	17,04	2,00	19,04	16,72	2,97	19,68	16,56	2,36	18,92
	IV. Adm gén et finan	126,94	91,95	218,88	138,34	102,38	240,71	126,87	123,34	250,21	127,80	137,74	265,54
20	MINFI	50,83	7,12	57,95	55,39	7,20	62,59	52,86	11,59	64,45	53,06	14,58	67,63
22	MINEPAT	16,82	34,42	51,25	19,69	40,12	59,81	12,65	49,92	62,57	12,46	44,73	57,19
10	MINMAP	13,38	1,10	14,48	13,22	1,10	14,32	12,91	1,38	14,29	12,88	1,50	14,37
7	MINAT	32,13	2,65	34,78	35,00	2,95	37,95	33,08	3,70	36,78	33,75	4,02	37,77
50	MINFORPRA	9,33	2,00	11,33	9,26	4,65	13,91	9,45	5,83	15,28	9,93	6,33	16,26
	MINDDEVL	4,43	44,66	49,09	5,76	46,36	52,12	5,92	50,92	56,84	5,72	66,59	72,31
	V. Défen et Sécurité	324,09	9,00	333,09	339,49	9,50	348,99	340,31	14,91	355,22	339,58	16,24	355,82
13	MINDEF	239,91	6,00	245,91	252,84	7,00	259,84	254,59	11,78	266,36	251,82	10,13	261,95
12	DGSN	84,17	3,00	87,17	86,64	2,50	89,14	85,72	3,13	88,86	87,76	6,10	93,87
	VI. Souver et Gouver	192,97	35,87	228,84	208,62	43,20	251,82	200,11	52,45	252,56	200,08	69,52	269,60
	Souveraineté	81,10	15,50	96,60	89,92	17,70	107,62	85,82	21,19	107,02	85,96	22,60	108,57
1	PR	34,60	6,00	40,60	37,79	7,50	45,29	35,97	8,40	44,37	36,09	9,21	45,30
2	SRPR	5,03	0,90	5,93	5,55	1,10	6,65	5,33	1,38	6,71	5,33	1,50	6,83
4	PM	12,67	5,00	17,67	13,70	5,50	19,20	13,14	6,90	20,03	13,13	6,99	20,12
5	CES	1,09	0,50	1,59	1,09	0,50	1,59	1,06	0,63	1,68	1,06	0,68	1,74
6	MINREX	27,70	3,10	30,80	31,79	3,10	34,89	30,33	3,89	34,22	30,36	4,22	34,58
	Gouvernance	111,87	20,37	132,24	118,71	25,50	144,21	114,28	31,26	145,55	114,12	46,92	161,03
8	JUSTICE	56,03	4,52	60,55	59,47	5,50	64,97	57,53	6,90	64,43	57,39	6,49	63,88
9	COUR SUPREME	2,93	1,20	4,13	3,07	1,50	4,57	2,95	1,88	4,83	2,95	2,04	5,00
51	ELECAM	10,58	0,50	11,08	11,58	0,60	12,18	11,05	0,75	11,80	11,05	0,82	11,87
11	CONSUPE	3,80	1,40	5,20	4,05	1,65	5,70	3,83	2,07	5,90	3,80	2,25	6,05

Chapitres budgétaires		LF (Ord_2021)			2022			2023			2024		
		Fonc	Invest	Total									
52	CNDHL	1,00	0,25	1,25	2,50	0,75	3,25	2,40	0,94	3,34	2,40	1,02	3,42
3	AN	17,98	6,70	24,68	18,48	9,70	28,18	17,63	11,95	29,58	17,63	26,40	44,03
53	SENAT	11,96	3,20	15,16	11,96	3,20	15,16	11,53	4,01	15,55	11,53	4,36	15,89
54	CNPBM	2,38	0,60	2,98	2,38	0,60	2,98	2,32	0,75	3,07	2,32	0,82	3,13
19	CONSEIL CONSTITUT	3,24	0,50	3,74	3,24	0,50	3,74	3,14	0,63	3,77	3,14	0,68	3,82
	CNDDR	1,97	1,50	3,47	1,97	1,50	3,47	1,90	1,38	3,28	1,90	2,04	3,94
	Total Ministères	1647,85	1216,91	2864,76	1733,23	1343,62	3076,85	1701,88	1550,28	3252,16	1682,73	1384,28	3067,01
	CHAPITRES COMMUNS	842,72	135,09	977,81	912,17	135,38	1047,55	978,32	132,37	1110,69	1081,94	134,90	1216,84
95	REPORTS	2,00	5,00	7,00	2,00	5,00	7,00	2,00	5,00	7,00	2,00	5,00	7,00
65	DEPENSES COMMU	358,45	-	358,45	400,51	-	400,51	479,52	-	479,52	565,59	-	565,59
60	SUBVENTIONS CONTRIBUTIONS	242,27	-	242,27	265,46	-	265,46	246,10	-	246,10	256,15	-	256,15
55	PENSIONS	240,00	-	240,00	244,20	-	244,20	250,70	-	250,70	258,20	-	258,20
93	RESTRUCTU&REHABILI	-	15,00	15,00	-	10,00	10,00	-	10,00	10,00	-	10,00	10,00
94	INTERVENTIONS INVESTISSEMENT	-	95,09	95,09	-	95,38	95,38	-	90,10	90,10	-	90,00	90,00
92	PARTICIPATION	-	20,00	20,00	-	25,00	25,00	-	27,27	27,27	-	29,90	29,90
	C2D	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25,00	0,00	25,00	25,00	0,00	25,00
	DEPENSES SPECIALES COVID-19	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Fonds relance production locale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	ESPACE BUDGETAIRE	-	-	-	-	-	-	0,00	25,00	25,00	0,00	326,50	326,50
	TOTAL BUDGET HORS SERVICE DETTE	2490,57	1352,00	3842,57	2645,40	1479,00	4124,40	2705,20	1707,65	4412,85	2789,67	1845,69	4635,36
	SERVICE DE LA DETTE	-	-	1392,63	-	-	1475,40	-	-	1399,20	-	-	1465,90
	DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE	-	-	720	-	-	677,10	-	-	761,00	-	-	778,00
	DETTE PUBLIQUE INTERIEURE	-	-	672,63	-	-	798,30	-	-	638,20	-	-	687,90
	TOTAL BUDGET	2490,57	1352,00	5235,20	2645,40	1479,00	5599,70	2705,20	1707,65	5812,05	2789,67	1845,69	6101,26